



Alcoa ouvre le bal des résultats trimestriels

Le groupe fait mieux que prévu page 24



Top 500 des sociétés: forte poussée chinoise

Royal Dutch Shell numéro un mondial page 25

En bref

Zone euro: le taux d'inflation en ordre dispersé. – La déflation qui sévit depuis janvier en Irlande s'est encore amplifiée en juin, alors que le taux d'inflation s'est stabilisé en Allemagne et que les prix reviennent à la charge aux Pays-Bas. Les prix à la consommation ont reculé de 0,3 % sur le mois et de 5,4 % sur un an, a précisé hier le Bureau irlandais des statistiques. L'inflation en Allemagne est restée pour sa part très faible, mais positive, en juin, avec une hausse des prix sur un an de 0,1 %, selon un chiffre définitif de l'office fédéral des statistiques, Destatis. Sur un mois, les prix à la consommation ont légèrement augmenté de 0,4 %. Par contre, la hausse des prix à la consommation aux Pays-Bas est restée soutenue, à 1,4 % en juin en glissement annuel, contre 1,6 % en mai, selon des chiffres de l'Office central des statistiques. La différence entre les Pays bas et le reste de la zone euro (- 0,1 %), s'explique notamment par une hausse des impôts indirects sur le pétrole, le tabac et la bière.

Les exportations allemandes dévissent sur un an. – Les exportations en Allemagne ont enregistré une nouvelle chute en mai sur un an, selon l'office fédéral des statistiques Destatis, mais le léger rebond sur un mois laisse espérer aux économistes une reprise du commerce extérieur. Les exportations ont atteint en mai 60,7 milliards d'euros, soit une baisse de 24,5 % sur un an. Les importations de leur côté ont reculé de 22,6 % par rapport à mai 2008, à 51,1 milliards. Sur un mois en revanche, les exportations sont légèrement remontées de 0,3 % et les importations ont baissé de 2,1 %. Au total, le solde reste positif à 9,6 milliards d'euros contre 14,5 milliards un an plus tôt.

Le déficit commercial du Portugal se réduit. – Le déficit commercial s'est établi à 3,9 milliards d'euros entre février et avril, contre 5,8 milliards sur la même période de 2008, soit un recul de 32,4 %, selon des résultats préliminaires publiés hier par l'Institut national des statistiques. Les exportations portugaises ont enregistré un recul de 27,1 % à 7,3 milliards d'euros, tandis que les importations ont chuté de 29 % à 11,2 milliards, précise l'Ine.

Assureurs vie

Fortis Luxembourg Vie devance Axa Assurances Vie. – Avec 61,42 millions d'euros d'encaissement en 2008 sur le seul marché luxembourgeois de l'assurance vie, Fortis Luxembourg Vie figure bien en cinquième position du classement des plus importants assureurs du segment, devant Axa Assurances Vie (48,19 millions). Le bon classement (voir *La Voix* du mardi 7 juillet) est dès lors le suivant: Sogelife (600,14 millions d'encaissement) pointe en tête, devant Swiss Life Luxembourg (156,82 millions), La Luxembourgeoise-Vie (90,73 millions), Foyer-Vie (76,34 millions) et enfin Fortis Luxembourg Vie.

Kaupthing Bank Luxembourg S.A: une assemblée générale décisive se tient aujourd'hui

Rush final

La Commission européenne a officiellement autorisé hier l'aide à la restructuration que va apporter l'Etat luxembourgeois à Kaupthing Bank Luxembourg S.A. En outre, ce vendredi est une (nouvelle) journée décisive dans le sauvetage de Kaupthing: une assemblée générale des actionnaires doit approuver la disparition de cette filiale luxembourgeoise de la banque islandaise et sa reprise par Blackfish Capital qui, dans la foulée, va procéder à la scission notariée des activités de la banque en deux structures juridiquement distinctes.

■ Le temps presse finalement pour Kaupthing Bank Luxembourg. C'est en effet aujourd'hui 10 juillet qu'expire la prolongation de la période de sursis de paiement accordée le 8 juin par le tribunal d'arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale. Il semblerait cependant que tout le dossier puisse se décanter aujourd'hui même – c'est en tout cas ce qui est prévu – lors d'une assemblée générale des actionnaires.

D'abord, la disparition de Kaupthing Bank Luxembourg devrait y être entérinée, la banque étant ensuite reprise officiellement par la société Blackfish Capital, appartenant à la famille britannique Rowland, dont le plan de restructuration a reçu l'aval de toutes les parties concernées (les créanciers interbancaires, l'Association de



Le siège de Kaupthing Bank Luxembourg, avenue J.F. Kennedy à Luxembourg-Kirchberg (Photo: Guy Jallay)

garantie des dépôts, Luxembourg et la Banque centrale du Luxembourg).

Dans le cadre du plan de sauvetage, Kaupthing reçoit en outre un soutien financier de l'Etat luxembourgeois sous la forme d'un prêt de 320 millions d'euros

(dont la moitié, soit 160 millions, a été elle-même prêtée au Luxembourg par la Belgique qui entend ainsi contribuer au sauvetage d'une banque qui compte près de 20.000 clients belges) d'une durée de trois ans et alloué à un taux insignifiant. Ce prêt est essentiel-

lement destiné à permettre aux déposants de la succursale belge de Kaupthing (vendue au Crédit Agricole Belgique et à sa filiale Keytrade Bank) de récupérer leurs avoirs.

L'Etat luxembourgeois ne devient donc pas actionnaire de la nouvelle banque et devrait récupérer la totalité de sa mise. Le risque pour l'Etat, et donc le contribuable luxembourgeois, est donc proche de zéro.

A noter, autre élément essentiel de ce dossier, que la Commission européenne a autorisé hier officiellement cette aide de l'Etat à la reprise de Kaupthing, estimant que «cette solution devra contribuer à renforcer la confiance du public dans le secteur bancaire sans pour autant conduire à des problèmes de concurrence».

Ensuite, toujours aujourd'hui, un acte notarié de scission des activités de Kaupthing reprises par Blackfish Capital devrait être signé par les administrateurs judiciaires et les parties concernées. Pour autant que toutes les conditions à la reprise soient remplies, la signature des administrateurs judiciaires équivaudra à une sortie de la procédure du sursis de paiement.

Pour rappel, le repreneur de Kaupthing va placer dans une société, Pillar Securitisation s.à r.l., les actifs «toxiques» repris ainsi que les dettes auprès des Etats et des créanciers interbancaires (le tout évalué à plus de 540 millions d'euros). Les opérations bancaires de la nouvelle entité seront développées sous le nom de Banque Haviland créée par Haviland S.A., société de droit luxembourgeois.

■ Léonard Bovy

La société Forworx s'est penchée sur les attitudes de réduction de coûts au Luxembourg et en Belgique

Une réponse stéréotypée

■ Le sentiment de crise s'est installé dans les entreprises luxembourgeoises et belges, selon l'étude «Comment les entreprises réagissent face à la crise en Belgique et au Luxembourg» de la société Forworx. Les enquêteurs ont interrogé 120 entreprises au Luxembourg et 80 en Belgique entre avril et juin. L'enquête visait à connaître les effets de la crise sur les entreprises et leur approche face à l'évolution de leurs coûts.

Environ deux tiers des entreprises belges et luxembourgeoises se sentent ainsi affectées par la crise et environ 90 % s'attendent à un impact négatif, démontre l'analyse. Pourtant moins de 30 % des sociétés pensent à renégocier des contrats de maintenance.

Les salaires demeurent le premier poste de coûts pour 80 % des entreprises – mais ils sont difficilement comprimables – tandis que les loyers et les coûts liés aux technologies de l'information (IT) complètent le top trois des charges. Les analyses révèlent une cer-



Pierre Joppart, *partner* de Forworx

(Photo: Marc Wilwert)

taine «ignorance» en ce qui concerne l'optimisation des surfaces, précise Pierre Joppart, *partner* de Forworx. En effet, «les concepts de *dynamic office*, *desk sharing* et

de *home based office* semblent peu ou pas connus», avoue-t-il. Par ailleurs, seuls 43 % des responsables luxembourgeois envisagent d'optimiser la surface actuelle.

Deux tiers des entreprises luxembourgeoises et un tiers des firmes belges ne connaissent pas la notion de coût d'occupation total par employé – un concept qui regroupe le loyer, les charges mais aussi d'autres services qui doivent être payés. Les entreprises sont par ailleurs peu intéressées d'en savoir plus, s'étonnent les analystes de Forworx.

Pour les analystes, la réduction des coûts reste stéréotypée, en cherchant à réaliser des économies dans les dossiers maîtrisés comme les fournitures et à ralentir les investissements dans l'IT et le mobilier. Les réductions à fort effet de levier comme l'*outsourcing* et l'optimisation des espaces ne semblent pas encore privilégiées.

Forworx existe depuis 2006 et propose des services dans l'immobilier et dans l'IT. L'entreprise, qui précise qu'elle «s'engage en faveur des locataires», compte neuf personnes au Luxembourg et trois à Bruxelles.

■ Ronny Wolff